

Continentalisation

Notes et études

Note. 09-2000

Décembre 2000

L'AMÉRIQUE LATINE FACE AU PROJET D'INTÉGRATION HÉMISPHERIQUE

VICTOR ARMONY

Professeur au département de sociologie

Université du Québec à Montréal



Groupe de recherche sur l'intégration continentale

Université du Québec à Montréal

Département de science politique

C.P.8888, succ. Centre-ville, Montréal, H3C 3P8

<http://www.unites.uqam.ca/gric>

Centre Études internationales et Mondialisation

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur et ne reflètent nécessairement ceux du Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC) ou des membres du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM)

L'AMÉRIQUE LATINE FACE AU PROJET D'INTÉGRATION HÉMISPHERIQUE

Conférence donnée au GRIC

Le 21 novembre 2000

On m'a invité à vous parler de la perspective latino-américaine en ce qui concerne le projet d'intégration des Amériques, et plus particulièrement de ce qui touche au lien démocratie-marché. Bien sûr cette problématique est extrêmement complexe. Le fait même de parler de l'Amérique latine comme un tout pose problème. Je vais tout de même me rabattre sur l'idée que l'ensemble des pays latino-américains partagent un certain nombre d'éléments communs, autant structurels que culturels. Je vais ainsi pouvoir me pencher sur un aspect qui me semble fondamental lorsque l'on veut saisir la dynamique des relations Nord-Sud dans l'hémisphère, surtout à la lumière des transformations actuelles. Je vais aborder la question de *l'inégalité comme dimension centrale de la vie sociale, politique et économique des pays latino-américains*.

Cet aspect de la condition latino-américaine semble évident : en fait, on associe normalement l'inégalité à la condition sous-développée. Autrement dit, et cela nous l'apprenons dans le tout premier cours de sociologie du développement, le sous-développement correspond au double problème du blocage économique et de la mauvaise distribution des ressources. La formule classique est celle de "l'abondance pour une minorité, la pénurie pour la majorité". Mais cette description standard du sous-développement ne nous permet pas de saisir la véritable particularité de l'Amérique latine vis-à-vis des autres régions de ce que l'on appelle – à mon avis, incorrectement – le Tiers-Monde. En effet, l'Amérique latine se distingue de régions comme l'Afrique subsaharienne, le monde arabe et l'Asie du Sud-est par plusieurs caractéristiques que j'aimerais mentionner rapidement, car elles sont pertinentes pour comprendre la situation actuelle (et vont à l'encontre de certaines idées reçues) :

1. les pays latino-américains se sont constitués comme États-nations de façon relativement précoce, ayant rompu leurs liens coloniaux durant la première moitié du dix-neuvième siècle ;
2. les pays latino-américains – notamment les plus grands – ont structuré leur marché intérieur et se sont intégrés au marché capitaliste mondial tôt durant le vingtième siècle (et parfois même avant) ;

3. L'Amérique latine est la région la plus inégalitaire de la planète en termes de distribution du revenu et de la propriété.

Le fait que les pays latino-américains se soient constitués comme États-nations de façon relativement précoce implique que ces pays ont été traversés dès le départ par les tensions que l'on connaît dans tout État moderne : celles liées à la problématique de la représentation politique, de la souveraineté populaire, de l'unité et de l'intérêt national, de la justice sociale et de la citoyenneté comme principe de reconnaissance de droits et d'attribution de devoirs. On ne peut pas trop le rappeler, les pays latino-américains ont une histoire de luttes démocratiques, de projets de transformation sociétale et de mobilisations populaires extrêmement riche.

Bien évidemment, les résultats de ces tensions ont très souvent été négatifs à l'égard de l'épanouissement des institutions démocratiques et de l'avancement collectif. Cependant, il faut surtout s'empêcher de tomber dans le piège de voir dans les "jeunes démocraties" latino-américaines des acteurs qui seraient à leurs premiers pas en ce qui concerne les enjeux de la construction d'une société plus juste. Cette bataille n'est pas près d'être terminée, mais elle a établi des acquis bien réels dans les institutions et dans la conscience politique des acteurs. Cette lutte possède déjà une longue mémoire.

Les pays latino-américains sont aussi bien loin d'être à leur premiers pas en tant qu'unités économiques – certes périphériques ou semi-périphériques – intégrées au marché mondial. Bien sûr, leur intégration a été souvent articulée à une politique de protection du marché intérieur, mais les grandes économies latino-américaines sont des économies de marché liées au système capitaliste mondial depuis bien des décennies. Bref, contrairement à ce que formulent certaines approches paternalistes que l'on trouve dans les pays du Nord, les sociétés latino-américaines n'ont pas à "apprendre" à fonctionner selon les principes de l'économie de marché. Elle le font depuis belle lurette, pour le mieux et pour le pire. Ce constat doit par ailleurs nous empêcher de tomber dans l'autre mythe, que l'on voit émerger chez une certaine gauche bien intentionnée qui imagine que l'Amérique latine serait autre chose qu'une région où le capitalisme est depuis longtemps structurant des rapports sociaux.

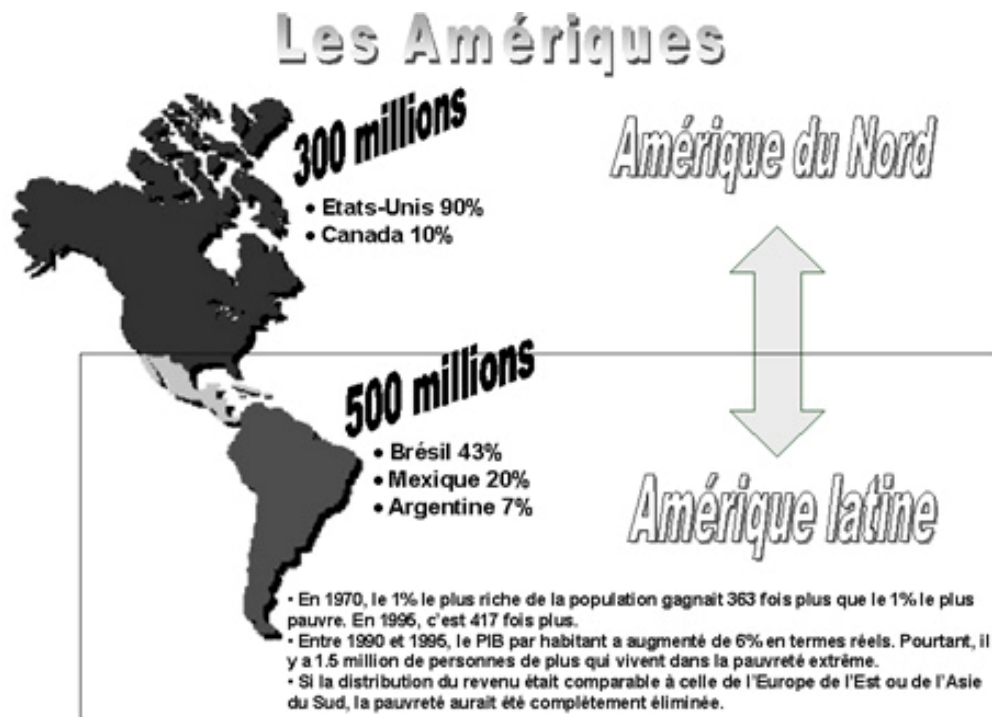
Donc, il n'y a pas d'Amérique latine à préserver dans son authenticité culturelle "non-occidentale", à protéger des forces du système économique global. Il y a une Amérique latine – c'est-à-dire une autre *façon d'être Américain* que celle du Nord – où l'équilibre entre le politique et l'économique – entre démocratie et capitalisme – n'a jamais été pleinement accompli. L'Amérique latine n'est pas née dans les marges de la Modernité ; elle en fait partie, avec tout ce que cela implique (y compris les conséquences de la force destructrice et homogénéisante du projet moderne, et ce que cela a signifié pour les populations autochtones). Les tensions au cœur de cette modernité lui sont propres depuis toujours : elle est tiraillée entre le libéralisme économique et le

libéralisme politique, entre l'élan vers l'unité et la tolérance de la pluralité, entre le droit à la propriété et le droit à l'égalité, entre l'idéal universaliste et l'ancrage particulariste... La mondialisation actualise et radicalise ces tensions, ces contradictions inhérentes à la modernité. Nous voyons cela autant en Argentine qu'au Canada (dans ce dernier, comme dans d'autres pays centraux, l'équilibre entre démocratie et capitalisme est de plus en plus instable, la logique économique l'emportant sur la logique politique).

Mais l'espace dans lequel ces tensions se déploient est certes distinct. Comme je l'ai dit, ce qui est à la base de la divergence entre l'américanité du Nord et l'américanité du Sud, c'est la enjeu de *l'inégalité*. Quand nous entendons parler d'un quelconque projet d'intégration des Amériques, nous devons tenir compte de l'existence de deux entités qui se distinguent surtout *en raison de la manière dont les ressources sont réparties au sein de chaque société* (FIGURES 1 & 2: un indice de "développement humain" comparativement élevé, un épanouissement des libertés politiques qui reste à améliorer mais qui est à son plus haut niveau de toute l'histoire de la région; et une "dette sociale" terrible, mesurée entre autres par un taux de mortalité infantile accablant et tout à fait injustifiable).

En somme, ce n'est pas tant une Amérique riche, moderne et démocratique versus une Amérique pauvre, traditionnelle et autoritaire, que le contraste entre *une Amérique plus égalitaire au Nord et une Amérique extraordinairement inégalitaire au Sud*.

FIGURE 1



Données tirées de Terry Lyn KARL (1999), "Economic Inequality and Political Instability", *Journal of Democracy*, vol. 11, no 1.

FIGURE 2

